

Problématique Du Rendement Scolaire En Zones Rurales

Analyse D'une Métastase A L'étiologie Protéiforme

FEUZEU François

Administrateur d'Education,
Doctorant en Sciences de l'Education,
Université de Yaoundé I,
Yaoundé-Cameroun

Tel : +237 675 159 658 / +237 696 709 452

Courriel : feuzeufraancois@gmail.com

Résumé

Le piètre rendement scolaire observable en zones rurales demeure une sérieuse préoccupation en raison de son incidence sur le développement social, et sur la réputation du système éducatif camerounais. L'étude empirique de ce problème a permis d'en identifier les causes, et d'esquisser une série de propositions pour une glorieuse sortie de crise. C'est le substrat de cet article qui se veut pragmatique et pédagogique.

Mots clefs : Rendement scolaire, zones rurales, capital humain, infrastructure scolaire, ressources financières

Abstract

The poor school outcome noticeable in rural areas remains a matter of serious concern regarding its impact on social development, and the repute of the educational system of Cameroon. An inquiry has been carried out on the field with the aim of identifying the causes of the problem, and to state some proposals for a proper management of the crisis. Such is the glimpse of this article that is intended to be pragmatic and educational.

Key words : School outcome, rural areas, human capital, school infrastructure, financial resources

INTRODUCTION

En 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) avait reconnu l'indice de développement humain (IDH) comme un indicateur incontestable pour évaluer le taux du développement humain à travers le monde. Pour y parvenir,

l'organisme onusien avait alors pris en compte l'espérance de vie, le revenu, et l'éducation des enfants de 17 ans et plus. L'éducation dont il est question, s'entend comme le processus qui favorise le développement et la formation complète d'un individu à travers l'instruction, la socialisation et la qualification. Cependant, ces objectifs demeurent pour l'instant très loin d'être atteints en zones rurales. Selon l'UNICEF (2012), 25% d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans les zones rurales ne sont pas scolarisés, contre 16 % d'enfants du même âge vivant en zones urbaines. Au delà de la sous scolarisation, les zones rurales sont aussi caractérisées par la déperdition scolaire, le décrochage scolaire et les mauvaises performances scolaires (Unesco, 2014). Toutes ces difficultés, débouchent inéluctablement sur un rendement scolaire peu satisfaisant, et la création des conditions susceptibles de favoriser la délinquance juvénile, le chômage et même la criminalité.

Prosaïquement, le rendement scolaire se définit comme le rapport entre les ressources investies et le résultat obtenu¹. Pour Mohamed (2000), le rendement d'un système éducatif se situe à deux niveaux : interne et externe. Le premier s'apprécie en

¹ Pour mieux cerner cette définition, il est loisible d'élucider six concepts connexes.

La productivité. C'est le rapport entre la quantité de biens produits et les moyens mis en œuvre (ressources investies)

La rentabilité. C'est le rapport entre un revenu obtenu ou prévu et les ressources employées pour l'obtenir.

La performance. C'est selon Miles (1986), « la capacité de l'organisation à réaliser une satisfaction minimale des attentes de sa clientèle stratégique »

L'efficacité. C'est la capacité d'une personne, d'un groupe ou d'un système à atteindre les résultats ou à parvenir à ses fins, à ses objectifs ou à ceux qu'on lui a fixés.

L'efficience. C'est la capacité à atteindre les résultats à moindre coût. On parle aussi de l'optimisation des outils mis en œuvre pour parvenir à un résultat.

L'effectivité. C'est le niveau de satisfaction par rapport au résultat obtenu.

terme qualitatif² et quantitatif³. Le rendement externe par contre, mesure jusqu'à quel niveau le système d'éducation réalise ses objectifs économiques, politiques et socioculturels. Dans tous les cas, une bonne évaluation du rendement scolaire passe par sa catégorisation, qui procède d'un triptyque prenant en compte le rendement à court terme⁴, Le rendement à moyen terme⁵ et le rendement à long terme⁶

A la lumière de cette démarche, le piètre rendement scolaire est qualifié de métastase en raison de ses multiples implications et de son impact socioéconomique désastreux. Pour Papas (2008) le fonctionnement optimal d'un pays, ainsi que son développement économique sont tributaires du degré de qualification des ressources humaines. Selon cet auteur, il est du devoir régalien de l'Etat⁷ de faire de l'éducation un projet de société fondé sur les idéaux communs et les aspirations sociétales consensuelles. La vision politico-stratégique de l'éducation devrait en effet, s'adosser sur les attentes sociales, en tant qu'action destinée à favoriser le perfectionnement de l'humanité. C'est fort à propos que le 4^e Objectif du Développement Durable milite en faveur d'une « *éducation de qualité comme fondement pour améliorer la vie* » (ONU, 2015). L'on comprend dès lors pourquoi l'incidence du rendement scolaire sur la stabilité et le développement du pays ne cesse de faire l'objet de toutes les attentions, et préoccupe au plus haut degré les pouvoirs publics.

Pour faire face à ce problème, l'Etat du Cameroun ne cesse de développer des stratégies avec l'appui des partenariats issus de la coopération bilatérale et multilatérale. Pourtant, la situation demeure toujours aussi préoccupante que les campagnes se vident chaque jour un peu plus de leurs populations. S'il est évident que la question du rendement scolaire ne peut à lui seul justifier l'exode rural, il n'en demeure pas moins vrai que son impact sur le sous développement de certains milieux campagnards est indéniable. Pour examiner cette question, nous avons mené une étude dans le département de la Bomba et Ngoko à l'Est du Cameroun. Un territoire qui de toute évidence est représentatif des zones rurales en raison de son enclavement et des manquements sérieux en matière d'éducation. Le but de cet article est d'identifier les facteurs à l'origine du piètre rendement scolaire, et d'explorer d'autres horizons susceptibles d'en

2 Le rendement qualitatif se mesure entre les compétences acquises et les objectifs pédagogiques fixés.

3 Le rendement quantitatif se mesure entre les produits scolaires finis (diplômés ou output) et les ressources investies (in put).

4 Il s'évalue au cours d'une année et obtenu à l'issue des acquis évalués au cours du processus formatif.

5 Il s'évalue sur trois à six ans et peut s'assimiler au taux d'achèvement d'un cycle,

6 Il est réservé à l'évaluation de l'insertion socioprofessionnelle.

7 Selon le préambule de la Constitution du 18 Janvier 1996 révisée par la loi no 2008 /001 du 14 avril 2008 précise : « *l'enseignement primaire est obligatoire au Cameroun. L'organisation et le contrôle de l'enseignement à tous les degrés sont les devoirs impérieux de l'Etat.* »

élucider les causes. Il s'agira enfin pour nous d'esquisser quelques propositions pour la résolution de ce problème dont nul ne peut douter le risque qu'il représente pour l'avenir du Cameroun .

I. CONTEXTE ET ETAT DES LIEUX DE L'EDUCATION EN ZONES RURALES

L'Etat du Cameroun consacre environ 2.5 % de son PIB au financement de l'éducation⁸. Un tel investissement se concrétise par la construction et l'équipement des infrastructures scolaires, les dépenses de fonctionnement, la prise en charge du personnel et surtout le financement de la recherche. C'est pourquoi de nombreuses réformes prennent aujourd'hui corps, notamment celles en rapport avec l'intégration des nouvelles technologies éducatives, l'élargissement de la carte scolaire, l'éducation inclusive et les innovations en matière d'approches pédagogiques. De plus, les pouvoirs publics avec l'appui des bailleurs de fonds consacrent des sommes colossales dans la prise en charge des enseignants et l'approvisionnement des écoles en matériels didactiques. Sur le terrain cependant, certaines irrégularités continuent de mettre à rude épreuve le fonctionnement harmonieux de l'école.

En zones rurales, il existe parfois une inadéquation entre les contenus et les profils attendus sur le marché de l'emploi. Dans le département de la Boumba et Ngoko qui regorge une quantité impressionnante de ressources forestières, l'on se serait attendu que les formations proposées soient particulièrement orientées vers les métiers de bois, la culture et la transformation des produits forestiers divers... Ce constat interpelle sur la nécessité de penser un système éducatif inspiré du sacro-saint principe du « *Teach Less, Learn More* » comme valorisé par l'OCDE à travers le classement PISA 2016 au Singapour. Le « *Teach Less, Learn More* » est un modèle d'éducation qui promeut la créativité, la pensée critique et la passion pour l'apprentissage toute la vie. (Singapore infopedia, 2019).

De plus, le grand dialogue national appelé de tous leurs vœux par les hommes politiques, la société civile, les syndicats et les enseignants s'est tenu du 30 Septembre au 04 Octobre 2019 à Yaoundé avec en toile de fond la recherche d'une solution à la crise sociopolitique que traverse le Cameroun. La commission du système éducatif a émis trois recommandations à savoir :

- Veiller à ce que les réformes du secteur de l'éducation intègrent la nécessité de maintenir les deux sous-systèmes éducatifs et les rendre dynamiques et futuristes en reconnaissant les forces et les spécificités singulières de chaque sous-système en s'appuyant sur les forces de

8 Ce taux est encore inférieur à 6 % tel que recommandé par l'UNESCO

chacun pour des diplômés camerounais bien formés et excellents partout où ils se trouvent ;

- Veiller à ce que les syndicats d'enseignants travaillent en collaboration avec le gouvernement ;
- Réglementer la prolifération des syndicats d'enseignants et promouvoir une meilleure organisation des syndicats pour assurer une synergie du niveau régional au niveau national.

Sans entrer dans les détails, ces recommandations se sont limitées à donner des grandes orientations sur notre système éducatif, sans aborder les questions de fonds ; du moins pour ce qui est de proposer des solutions au piètre rendement scolaire observable aujourd'hui. En fait, les statistiques en matière d'éducation relayées par Emtcheu (2016 ; 15) nous révèlent que « *dans les universités du Cameroun, 30 % seulement des étudiants inscrits en 1^{ère} année arrivent en 3^e année. 10 % seulement des élèves inscrits à l'école primaire arrivent à l'université, et 46 % des élèves qui arrivent au CMII n'entrent pas au collège* »⁹. Par ailleurs, Touna (2017 ; 3) déclare dans la rubrique : Suivi de l'éducation, du bihebdomadaire *Repère* que: « *moins de 50% des élèves savent lire en fin de cycle primaire.*» De plus, l'exode rural, non seulement dépossède les villages de leurs populations, mais constitue également une sérieuse préoccupation pour l'emploi des jeunes en zones urbaines.

Dans de certaines localités de l'arrondissement de Yokadouma, de nombreux parents déclarent envoyer leurs enfants dans les écoles des zones urbaines en raison du rendement scolaire très peu satisfaisant en zones rurales. Selon Nyetam (2017 ; 46), le taux de réussite dans les écoles primaires publiques de cet arrondissement en 2017 est de 42.86 %, et le taux de couverture de programme au cours de la même année de 47.86 %. Ces statistiques sont confirmées par les résultats au CEP session 2019 dans le département de la Boumba et Ngoko qui du reste ont été de 34.56% (Etélé, 2019). Pour ce qui est de l'insertion socioprofessionnelle, le chômage amène la jeunesse désœuvrée à se lancer dans des emplois précaires, et dans de nombreuses dérives.

Le décryptage de toutes ces données montre s'il en était encore besoin que le rendement scolaire n'y est pas du tout satisfaisant. Pourtant, de nombreux enseignants doués et commis à la tâche¹⁰, se surpassent chaque jour pour valoriser cette profession dont la noblesse n'est plus à démontrer. Outre ces difficultés, il convient aussi de souligner que l'éducation en zones rurales fait face à deux types de problèmes : l'enclavement des établissements scolaires et l'absence de motivation.

9 Ces statistiques posent particulièrement le problème de déperdition et de décrochage scolaire.

10 Malgré toutes ces difficultés on y retrouve toujours des enseignants de vocation

Pour ce qui est de l'enclavement, les difficultés dans l'approvisionnement des ressources - matérielles, financières, humaines et informationnelles - occupent la première place sur le tableau des problèmes. Au delà de ceci, on évoque aussi des manquements en terme de débouchés - bien qu'il ne s'agisse que d'un problème propre aux zones rurales - tant avec les offres de formation qu'avec les opportunités d'emploi. C'est d'ailleurs dans cette optique que des efforts substantiels continuent d'être déployés pour la multiplication des institutions de formation, et la professionnalisation des enseignements qui font de l'employabilité le maître-mot de leur stratégie.

En ce qui concerne l'absence de motivation, observons qu'en zones rurales, la motivation tant intrinsèque qu'extrinsèque n'est pas la chose la mieux partagée. Des données socioculturelles, anthropologiques et même économiques, ne militent pas toujours en faveur de l'école. L'émulation peu développée entraîne parfois élèves et enseignants dans une espèce de routine campagnarde, s'ils ne sont simplement pas happés par des activités traditionnelles de subsistance¹¹. Les faits suscités relatifs au contexte, ne représentent qu'une dimension marginale du problème. La partie suivante propose une exploration plus approfondie du problème.

II- LES CAUSES DU PIETRE RENDEMENT SCOLAIRE DANS LES ZONES RURALES DU CAMEROUN

Pour cerner les causes du mauvais rendement scolaire en zones rurales, une descente a été effectuée afin de toucher du doigt les réalités du terrain. Les éléments suivants énoncent les modalités et les résultats de l'enquête.

A- Les modalités de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans les zones rurales du département de la Boumba et Ngoko, et particulièrement dans les localités qui abritent les écoles enclavées. Les acteurs retenus dans la constitution de notre échantillon sont les enseignants, les chefs de village, les parents d'élèves et les superviseurs pédagogiques. Le choix de cette population est justifié par les rapports que ces personnes entretiennent avec les institutions scolaires.

La collecte des données s'est effectuée par interview et par questionnaires adressés à une centaine d'individus. Pour ce qui est du traitement des données, nous avons fait recours à l'analyse thématique des contenus, avec pour objectif de cerner les causes du piètre rendement scolaire en zones

11 De nombreux enseignants sont parfois contraints de se lancer dans le commerce et l'agriculture subsistance

rurales, et d'envisager des propositions de sortie de crise.

B- Présentation des résultats de l'enquête.

Les données recueillies sur le terrain ont permis d'obtenir les résultats dont la quintessence est restituée selon la logique suivante :

1)- Les fondements institutionnels du piètre rendement scolaire.

Sur le plan institutionnel, quatre facteurs ont été évoqués pour justifier le piètre rendement scolaire en zones rurales.

a)- Le manque de matériel didactique

Le matériel didactique désigne un ensemble de matériels destinés à faciliter le processus enseignement-apprentissage. (Hamel & Chartrand, 2018), Le manque du matériel didactique peut être à l'origine de sérieux dysfonctionnements. Selon un répondant, les raisons évoquées pour expliquer l'absence ou l'insuffisance du matériel didactique dans les écoles primaires publiques sont de trois ordres :

- **L'arrivée tardive du paquet minimum.** Le paquet minimum doit théoriquement être disponible dans les écoles avant la rentrée scolaire. Cependant, de nombreuses irrégularités observables sur le terrain amènent à penser que la distribution du paquet minimum en zones rurales a du mal à procurer satisfaction. Selon Billong (2010), « Réussir une telle transition – le passage à la distribution du paquet minimum - serait chose aisée pour de nombreux établissements basés dans les zones urbaines. Par contre dans les zones rurales, qui accueillent et hébergent environ 75% des établissements et des mairies au Cameroun, fournir le matériel du paquet minimum aux enseignants pour leur permettre d'instruire et d'éduquer les élèves dans les conditions normales, relève plutôt du miracle. » Le principal problème décrié est l'indisponibilité à temps du paquet minimum, qui arrive généralement plusieurs semaines ou plusieurs mois après la rentrée scolaire. De plus, des lourdeurs de procédures et le contenu souvent approximatif de ce paquet ne facilitent pas toujours la bonne gestion des structures concernées. Billong (2010) ajoute : « La grande innovation - et c'est un euphémisme - de cette rentrée scolaire (2010/2011), c'est l'absence de coordination dans la remise du paquet minimum au corps enseignant. Les établissements scolaires se retrouvent coincés dans le processus de modernisation des procédures ». Il s'agit d'un vice en quelque sorte, puisqu'en raison de la décentralisation en cours au Cameroun, c'est aux Mairies que revient désormais le rôle de

préparer et de mettre le paquet minimum à la disposition de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base territorialement compétent pour distribution dans les établissements scolaires de sa circonscription. Cependant, certaines Collectivités Territoriales Décentralisées ont parfois pris sur elles la responsabilité de distribuer le paquet minimum aux écoles, en violation flagrante des procédures, et dans l'ignorance totale des besoins exprimés par les écoles. C'est pourquoi l'on pourrait penser que le paquet minimum tel qu'il est aujourd'hui distribué n'aurait que peu, si non difficilement un impact positif sur le rendement scolaire. C'est d'ailleurs ce qu'on peut lire dans les travaux de Mbegue (2012) pour qui l'instauration du paquet minimum entraîne des problèmes de gouvernance sans précédent. Allusion est ainsi faite au soutien apporté par les APEE à l'achat du matériel didactique. L'auteur va plus loin en soulignant que l'accès gratuit à l'école, précurseur du paquet minimum, est aujourd'hui une illusion. Billong (2010) va d'ailleurs conclure en ces termes : « bien que la décentralisation soit encore sur le chemin d'être une réalité palpable au Cameroun, on est cependant en droit d'avancer que les efforts déployés ces dernières années pour la rendre effective, n'ont pas permis de pallier l'absence d'outils de travail constatée dans la majorité des établissements scolaires sur toute l'étendue du territoire national. »

- **L'absence du conseil d'école.** L'inexistence du conseil d'école dans la plupart des établissements scolaires de l'ordre primaire en zones rurales est un autre handicap à l'origine de l'absence du matériel didactique dans les écoles. Selon l'Instruction n° 07/B1/1464/MINEDUB/SG/DEMP/ du 22 Août 2014 portant application de certaines dispositions de l'Arrêté 367/B1/1454/MINEDUC/064/CF/MINEFI du 19 Septembre 2001 relative à l'organisation et au fonctionnement des établissements publics d'enseignement maternel et primaire, le conseil d'école élabore un projet d'école qui « définit les modalités particulières de mise en œuvre des objectifs et des programmes nationaux, et exprime les actions envisagées par l'école. » Parmi les sources de financement du projet d'école figure en bonne place le crédit de fonctionnement distribué par semestres aux écoles primaires publiques. La particularité réside dans le fait que le crédit de fonctionnement arrive généralement à une période très avancée de l'année scolaire. L'absence du conseil d'école constituerait alors un handicap pour le fonctionnement harmonieux de ces institutions.
- **L'inopérance des APEE au premier trimestre.** Dans le cadre de la lutte contre la corruption et de la mise en œuvre effective de la gratuité de l'enseignement primaire public au Cameroun, les

Initiatives à Résultats Rapides (IRR)¹² interdisent la présence des APEE dans les écoles pendant les 100 premiers jours qui suivent la rentrée scolaire (Campus, 2019). L'objectif de cette mesure étant de favoriser l'accès des enfants à l'école. Selon l'article 47 du Décret présidentiel du 19 février 2001, « *les élèves des écoles primaires publiques sont exempts des contributions annuelles exigibles* ». Cependant, l'arrêt des activités des APEE pendant tout le premier trimestre raisonne comme un handicap pour le fonctionnement de la structure en raison de l'incapacité des APEE à fournir le matériel didactique nécessaire pour le démarrage des activités (Bomba, 2017)¹³.

b) - *Le manque d'enseignants*

Le manque d'enseignants est un problème commun à presque toutes les écoles des zones rurales. Dans le département de la Boumba et Ngoko, la plupart des écoles maternelles et primaires publiques fonctionnent avec un seul enseignant qui est en même temps chef d'établissement¹⁴. Certaines écoles sont carrément fermées faute d'enseignants. Dans l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base de Yokadouma qui dans le secteur public compte 18 écoles maternelles et 67 écoles primaires, 120 enseignants seulement émargent au budget de l'Etat. Avec un ratio élève/maître de 1/140 (Bomba, 2017). Certains chefs d'établissements s'efforcent à recruter les enseignants vacataires, mais le manque de moyens financiers, et la gestion approximative de certaines APEE amènent généralement ces enseignants à mettre fin à leur contrat avant la fin de l'année.

12 Les Initiatives à Résultats Rapides (IRR) sont mises sur pied par la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC) dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre la corruption,

13 Il se pose toutefois une controverse sur la gestion des fonds d'APEE au Cameroun. En fait, la disponibilité de ces ressources au 2^e trimestre pour ce qui est de l'enseignement primaire, devrait favoriser la constitution des provisions pour une prise en charge efficace des besoins à exprimer au cours de l'année suivante. La défaillance ainsi constatée suscite des questions sur le fonctionnement des APEE dont les fonds levés à titre de contributions exigibles s'élèvent en milliards de francs cfa par an, et dont on a du mal à avoir une lisibilité sur la gestion qui en est faite (Blegne Séma, 2016)

14 Il est difficile d'obtenir un résultat satisfaisant d'un enseignant qui dirige un établissement scolaire, et qui en même temps encadre seul un cycle complet dont le nombre d'élève se compte par centaine. C'est le cas de l'école Primaire Publique Bilingue de Yokadouma, un établissement scolaire à cycle complet, avec un effectif de plus de 750 élèves. Au cours de cette année scolaire 2020/2021, cette école ne compte qu'un enseignant émargant au budget de l'Etat ; qui par ailleurs en est le directeur.

c)- *Les difficiles conditions de travail des enseignants*

Les conditions de vie des enseignants en zones rurales sont susceptibles d'affecter leur rendement au travail. Les problèmes de logement¹⁵, la couverture médicale insuffisante, l'accès difficile à l'énergie, le réseau internet sporadique, les pénuries alimentaires, les aléas communicationnels, l'accueil peu chaleureux qui se mue parfois en xénophobie. Les enseignants exerçant dans ces zones dénoncent les lenteurs dans le traitement de leurs dossiers, la faible communication avec l'administration centrale, et le respect des procédures très pénibles compte tenu de l'éloignement de leur lieu de service. Toutes ces difficultés entraînent de sérieux manquements dans le respect du profil de carrière, et des aléas notables pour ce qui est de l'évolution dans la profession. La conséquence immédiate est l'instabilité au poste de travail, le manque de motivation et des approximations dans la qualité du travail.

Au reste, des mesures spéciales telles que l'octroi des primes de documentation et les primes d'évaluation ont été adoptées pour l'amélioration des conditions de travail des enseignants. Mais ceux des zones rurales attendent toujours les primes de risque et les primes d'éloignement en raison des conditions de vie très difficiles. Aussi, certains enseignants des localités enclavées dépensent plus du tiers de leur revenu mensuel dans le transport pour les zones urbaines, afin de percevoir leur salaire. C'est le cas du transport Socambo-Bertoua aller et retour qui est d'environ 50 000 Fcfa¹⁶. Des frais très chers payés pour un instituteur contractuel qui perçoit moins de cent cinquante mille francs de salaire. Pour minimiser ces dépenses, certains enseignants sont obligés d'accumuler plusieurs mois de salaires avant de se déplacer. Mais le travail s'en trouve biaisé, car ils sont alors obligés d'exercer des activités parallèles pour subvenir à leurs besoins.

15 Les enseignants affectés dans les zones rurales sont parfois obligés de construire eux même une case en matériaux provisoires pour s'abriter. De nombreux villages n'ont aucune pièce disponible pour accueillir un enseignant. Certains utilisent des salles de classe comme logement. D'autres sont logés loin de l'école et doivent parcourir plusieurs kilomètres par jour pour joindre leur poste de travail. C'est le cas des enseignants des écoles situées dans les faubourgs de la ville. Cette situation favorise malheureusement l'absentéisme et le retard des enseignants à l'école.

16 En dehors du déplacement pour motif de salaire, ces enseignants doivent régulièrement joindre l'inspection d'arrondissement pour assister aux réunions, décharger certains documents, ou alors retirer le paquet minimum. Le voyage étant soit absent ou alors très insuffisant. Ils doivent aussi assister aux journées pédagogiques, aller en ville faire des emplettes, rendre visite à leur famille ou alors revenir à l'inspection d'arrondissement déposer les rapports.

Une autre difficulté est relative au fameux statut d'Enseignants en Cours d'Intégration (ECI). Ces derniers sont affectés dans les localités enclavées, parfois à environ 1000 km de leur famille sans salaire, encore moins d'un quelconque subside supposé couvrir leurs dépenses de base. Cette situation constitue une double perte. Une perte pour l'Etat qui rappellera les arriérés de salaire cumulé, et une perte pour le lieu d'affectation dont le travail aura été biaisé par un personnel non encore pris en charge.

d)- La gestion des effectifs scolaires

Un autre problème à mettre en cause est celui de la démographie transposée sur le plan scolaire par les effectifs des élèves. Pendant que certaines écoles sont caractérisées par un effectif pléthorique – jusqu'à 230 élèves par classe¹⁷ - avec difficulté pour les enseignants de mettre sur pied avec succès une pédagogie de grand groupe, d'autres s'illustrent par un effectif très réduit avec parfois moins de 05 élèves par cours. Dans ces conditions, l'encadrement des enfants s'en trouvent mitigé. Ceux en petit nombre sont très souvent noyés dans les cours plus nombreux, avec difficultés pour les enseignants à diriger des classes multigrades. L'examen de cette situation révèle que la gestion des effectifs est un critère non négligeable dans l'examen des performances scolaires. En matière d'éducation, l'exploitation des effectifs favorise l'analyse de la carte scolaire. Mais dans les zones rurales, cette opération est parfois difficile à réaliser. Selon Fozing (2015), la création des écoles en zones rurales obéirait beaucoup plus aux mobiles politiques qu'à des raisons pédagogiques. Pour cet auteur, la multiplication par création ou par scission des établissements scolaires existant n'est pas toujours la solution pour améliorer l'encadrement des élèves. Il relève d'ailleurs que « *cette mesure semble assez budgétivore (...) et n'a pour avantage que l'amélioration de la qualité de l'encadrement et de la supervision pédagogique de la part des directeurs* ». Toute création d'école sous peine de produire l'effet contraire, devrait donc être adossée sur des données justifiant effectivement la possibilité d'améliorer le cadre de l'encadrement des élèves¹⁸.

2)- Les fondements contextuels du piètre rendement scolaire.

De nombreux facteurs observables sur le plan local peuvent être à l'origine du rendement scolaire peu satisfaisant dans les zones rurales du

17 Bien que ce problème ait été pris en compte dans le cadre du respect des mesures barrières, de nombreuses difficultés s'y attachent encore, notamment celles relatives au manque d'enseignants. Cette problématique complexifie l'existence réelle de l'école en zones rurales.

18 Sur le terrain cependant, cette position est nuancée par le droit à l'éducation, qui astreint l'Etat à assurer l'éducation de tous les enfants en âge scolaire.

Cameroun. Au nombre de ces facteurs, l'on dénombre :

a)- La déperdition et le décrochage scolaire

De manière générale, la déperdition scolaire¹⁹ et le décrochage scolaire²⁰ participent à l'évaluation du rendement d'un système éducatif. A l'inverse, un rendement scolaire médiocre peut contribuer à accentuer la déperdition et le décrochage scolaires. Il existe donc une étroite relation entre le rendement scolaire et la scolarisation.

Pour mieux cerner ce rapport, kaboré konkobo (2000) évoque au nombre des conséquences de la déperdition scolaire, le chômage, la prostitution, l'analphabétisme, le sous-développement, la baisse de ressource intellectuelle et la baisse du niveau général de la population en matière d'éducation. Au delà de tout ceci, il y a lieu de souligner que la *déperdition scolaire* peut être à l'origine des problèmes tels que : la délinquance juvénile, l'augmentation du nombre d'enfants de la rue, le vol, le viol et l'enrôlement dans des bandes.

Pour ce qui est du décrochage scolaire. Victor de Sepausy (2016) cite une étude québécoise conduite par les PRECA²¹ qui révèle que le décrochage scolaire peut déboucher sur des problèmes tels que :

- **La santé mentale.** Le décrocheur fait généralement face aux difficultés socioéconomiques, ce qui peut conduire à des troubles de comportements intériorisés ou extériorisés. L'étude prend l'exemple de la délinquance qui même en cas de rattrapage, peut avoir un impact réel sur le rendement scolaire.
- **Compétence personnelle :** l'étude affirme que « le jeune décrocheur *risque de devoir composer avec des conséquences telles que des lacunes dans le savoir, et le savoir-faire, manque ou baisse de confiance ou estime de soi, méconnaissance de soi et des autres, un déficit de motivation et d'implication, un manque de confiance en l'avenir, un sentiment d'amertume à l'égard d'autrui, un sentiment d'exclusion et la possibilité de la transmission intergénérationnelle de l'échec scolaire* »
- **Consommation des excitants** L'étude affirme que *la consommation de substances psychoactives ou stupéfiantes « est associée à un plus grand risque de décrochage scolaire »,* et d'ajouter que « *chez les jeunes qui consomment*

19 C'est la perte graduelle de l'amour pour l'école pouvant se manifester par l'absentéisme.

20 C'est l'abandon temporaire ou définitif des études. - Il peut arriver que le décrocheur retourne à l'école. On parle alors de rattrapage scolaire.

21 Partenaire pour la Réussite Éducative en Chaudière-Appalaches

ou non de l'alcool, l'usage de la drogue augmente le risque d'abandonner l'école »

- **Problème de santé.** Sepausy (2016) cite une étude norvégienne qui établit un lien entre le décrochage scolaire et les troubles psychotiques. Cette étude affirme que de nombreux jeunes en surpoids décrochent et cela cause en eux de problèmes psychologiques tels que : l'anxiété et la dépression.
- **Legs intergénérationnel :** l'étude montre que les enfants aux parents moins scolarisés sont « susceptibles de présenter un retard sur les plans cognitifs et langagiers à la maternelle, ou d'éprouver des difficultés liées à l'apprentissage de la lecture au début du primaire. » L'étude conclut que de tels enfants ont plus de risques de décrocher à leur tour.

En dehors des cas cités, l'étude affirme que le décrochage scolaire peut aussi conduire à des problèmes tels que : la non implication citoyenne, le flirt avec le système carcéral, et le faible revenu annuel moyen. Le décrochage et la déperdition scolaire sont donc des facteurs à même d'influencer le rendement scolaire.

b)- La désinvolture dans le travail

Les zones rurales - caractérisées par des localités enclavées, des écoles éloignées et difficiles d'accès - font l'objet d'un relâchement révoltant sur la qualité du travail effectué dans les établissements scolaires. Selon les informations recueillies sur le terrain, Les enseignants y manquent de sérieux, et le fonctionnement de l'école en pâtit énormément. Cette légèreté s'explique par le nombre d'enseignant très réduit par école²², et une insuffisance dans le suivi de proximité en raison de la non permanence des superviseurs pédagogiques dans les écoles. De manière générale, trois irrégularités sont décrites à ce niveau :

- **L'absence des enseignants à leur poste de travail.** Les populations ainsi que les chefs de village dénoncent l'absentéisme des enseignants dans les localités enclavées. Ils affirment que pendant la période d'absence, les écoles sont fermées, et les campus scolaires sombrent dans la broussaille. L'absentéisme ainsi décrié s'illustre non seulement par la non présence des enseignants à leur lieu de service²³, mais également par leur absence régulière²⁴ au poste de travail. De tels manquements relatifs à

l'assiduité et à la ponctualité des enseignants impactent significativement le rendement scolaire.

- **La qualité du travail.** Si l'on s'en tient aux informations recueillies sur le terrain, la qualité du travail des enseignants exerçant dans les localités enclavées demeure très réservée. Les irrégularités les plus fréquentes sont : Préparations des leçons inconvenantes et très irrégulière, couverture des programmes inconsistante, non respect des contenus et des méthodes d'enseignement, et soumission régulière des élèves aux activités extrascolaires²⁵. Le travail est généralement biaisé car les enseignants évoluent seuls²⁶ compte tenu de la distance qui les sépare des structures d'inspection.
- **Le temps de travail.** Trois aspects au moins sont perceptibles dans les irrégularités relatives au temps de travail dans les écoles primaires publiques des zones rurales.

Le non respect du temps scolaire. Il s'agit d'une attitude qui consiste pour les enseignants de faire peu de cas des horaires quotidiens d'ouverture et de fermeture des écoles. Les enseignements débutent en matinée avec un retard et s'achèvent relativement tôt dans l'après-midi. De plus, il existe quotidiennement pour les enseignants en poste, un large fossé entre le temps mis au travail et le temps de travail effectif²⁷. Les élèves jouent dans les campus scolaires à longueur de journées. D'autres flânent dans le village. Les enseignants se livrent à toute sorte d'activités à l'école : commerce, causeries prolongées... Les leçons d'activités pratiques se transforment en festin, les vendredis sont essentiellement consacrés au ménage... En clair, de nombreuses activités présentes en zones rurales ne favorisent pas toujours le respect du temps scolaire.

Le non respect de l'emploi du temps. Le nombre de leçons prévues ainsi que la durée et les périodes de passage des leçons ne sont pas respectés. Par conséquent, de nombreuses disciplines ne sont pas enseignées, et d'autres sont enseignées à des heures indues.

Le non respect du calendrier de l'année scolaire. Dans les zones enclavées, l'effectivité des enseignements a généralement lieu plusieurs semaines après la date officielle de la rentrée scolaire. L'on dénonce aussi l'arrêt précoce des enseignements et les départs prématurés en

22 Dans les écoles qui ne comptent qu'un ou deux enseignants, ces derniers sont accablés par la charge du travail. Il s'y dessine alors une légèreté pouvant conduire à l'abandon de poste

23 De nombreux enseignants sont absents de leur lieu de service pendant plusieurs mois.

24 Les enseignants bien que présents à leur lieu de service se livrent à d'autres activités au détriment de l'école

25 De nombreux enseignants utilisent les élèves aux heures de classe pour des activités personnelles.

26 La supervision pédagogique dans ces localités est rare et assez expéditive. De l'avis d'un chef de village, le climat qui règne dans les écoles des localités enclavées s'apparente à un laisser-faire et à un laisser-aller révoltant.

27 Une fois à l'école certains enseignants abandonnent les élèves des heures durant pour se livrer à d'autres activités.

congés²⁸. Ces faits sont véhéments dénoncés par toute la chaîne de supervision pédagogique. Mais l'insuffisance des ressources²⁹ pour garantir un suivi pédagogique de proximité ne contribue pas à résorber cette difficulté.

Cette réalité a amené certains de nos répondants à conclure que « l'école n'existe pas dans les localités enclavées »

c)- Autres causes du mauvais rendement scolaire

Au-delà des causes ci-dessus, le 18^e sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OSC) (2018) a évoqué trois facteurs à l'origine du mauvais rendement scolaire chez les enfants. Ce sont :

- **Les facteurs physiques.** On désigne ainsi les facteurs observés chez les enfants ayant des déficiences particulières, ou difficultés susceptibles d'entraîner des insuffisances cognitives. Ces difficultés d'apprentissage constituent des obstacles spécifiques pour acquérir des connaissances. Elles affectent l'ouïe, la vision, l'élocution et l'intégration du corps. Pendant notre enquête, des enseignants ont relevé l'existence d'enfants confrontés à ces problèmes. Ils ont aussi révélé les cas de dyscalculie, de dysorthographe, de dyslexie, de dysgraphie et même de dyspraxie. Cependant, le manque d'expertise couplé à l'absence de structures spécialisées en zones rurales constitue un véritable handicap pour l'identification et la prise en charge des enfants faisant face à ces problèmes.
- **Les facteurs psychologiques.** Ils font référence aux enfants physiquement en bonne santé, mais émotionnellement fragiles du fait d'une fragilité naturelle, d'un environnement familial perturbé ou encore des pressions diverses exercées par les rudesses du système scolaire. Au cours de nos investigations, il a été constaté qu'en milieu scolaire, la violence physique et la violence verbale entraînent de problèmes émotionnels indiscutables. Il en est de même des états de dépression consécutive au phénomène qui consiste pour les parents à envoyer les enfants affamés à l'école. De tels enfants sont généralement abattus en observant leurs camarades s'épanouir pendant la récréation. Par ailleurs, de nombreux enfants sont psychologiquement diminués à l'idée de devoir parcourir plusieurs kilomètres pour arriver à l'école.

28 L'arrêt des enseignements et le départ en congés interviennent une ou plusieurs semaines avant la date officielle.

29 L'on évoque l'insuffisance des moyens financiers et le manque de matériel roulant pour faciliter le suivi de proximité. Un autre handicap s'illustre aussi dans l'insuffisance du personnel de supervision.

- **Les facteurs sociaux.** Ces facteurs concernent les d'enfants issus des familles à très faible pouvoir d'achat et de faible niveau culturel. Ces enfants font face à un relâchement dans l'encadrement familial. Dans les Zones d'Education Prioritaires (ZEP), la situation est plus complexe en raison des distances entre écoles et la pauvreté ambiante des populations. Certains parents entraînent avec eux les enfants dans les profondeurs de la forêt et les fréquentations scolaires s'en trouvent fortement hypothéquées. Si l'on en croit Lokpo « les élèves ayant des tuteurs de classes populaires (agriculteurs, éleveurs, ouvriers...) sont les plus exposés aux échecs scolaires par rapport à ceux issus de tuteurs aisés » (cité par Sorgho 2008). Il en veut pour preuve, le manque accru de moyens qui se traduit par l'incapacité des tuteurs de couches sociales défavorisées à offrir à leurs filleuls de meilleures conditions d'étude. À vrai dire, l'analyse de Lokpo se rapproche de la théorie de Bourdieu & Passeron (1964) sur « la reproduction des classes sociales. »

Une autre difficulté concerne le placement d'enfants. Certains parents confient l'éducation de leurs progénitures aux tiers, qui parfois se transforment en prédateurs sexuels, et/ou en bourreaux d'enfants. Ce transfert de responsabilité entraîne généralement une rupture dans l'assistance parentale, et des difficultés d'adaptation chez l'enfant. Cet état de chose est particulièrement accentué par la mobilité environnementale, qui impose brutalement les réalités nouvelles aux enfants venus de la campagne.

Il arrive aussi souvent que les enfants d'âges et de sexes confondus soient logés seuls dans des pièces exigües où prédominent la promiscuité et le laisser-aller. Le suivi familial faisant défaut, ces derniers s'égareront sous l'influence néfaste de l'entourage³⁰. Dong et Fozing (2016) estiment à juste titre que le suivi est crucial dans l'éducation des enfants. Ils ajoutent même que la non assistance des jeunes par les professionnels de l'orientation scolaire est à l'origine de la montée fulgurante du taux de chômage.

III. AMELIORER LE RENDEMENT SCOLAIRE DANS LES ZONES RURALES DU CAMEROUN

L'avenir du rendement scolaire en zones rurales demeure très mitigé eu égard à la complexité des facteurs causaux développés plus haut. Toutefois, s'il est difficile de trouver une solution définitive à ce problème, l'on peut tout au moins améliorer le contexte actuel en prenant un certain nombre de mesures. Pour l'instant, il appert que les initiatives

30 Il s'agit de la consommation de l'alcool et des stupéfiants, la prostitution, la délinquance juvénile etc.

envisageables pour apporter une solution durable au piètre rendement scolaire observé en zones rurales devraient d'abord et surtout prendre en compte toutes les irrégularités ci-dessus présentées. Au demeurant, trouver une solution efficace à ce problème passe nécessairement par la prise en compte de deux catégories de propositions.

A- Améliorer le rendement scolaire en zones rurales exige des efforts systémiques

Des efforts systémiques à entreprendre pour l'amélioration du rendement scolaire passent selon Bikoi (2016) par une série d'actions telles que :

- *L'usage des didactiques constructivistes et des dispositifs pédagogiques créant des situations d'apprentissage fécond ;*
- *L'amélioration de l'état psychologique à travers la motivation des enseignants et des apprenants, la valorisation de l'estime de soi et le développement de l'amour pour l'apprentissage ;*
- *L'amélioration des capacités cognitives par des activités de développement du cerveau et des facultés cognitives, notamment celles qui prend en compte les différences entre les fonctions distinctes de nos facultés ;*
- *La pratique des jeux instructifs et stimulants notamment aux niveaux préscolaire et primaire ;*
- *Une organisation du travail scolaire mise prioritairement au service d'une pédagogie différenciée ;*
- *Une culture de l'évaluation plus intelligente. Cette culture englobe la manière de concevoir les évaluations et les récompenses aux efforts fournis, afin de favoriser un état d'esprit positif.*

Ces propositions ont ceci de positif qu'elles abordent presque tous les grands axes des pratiques pédagogiques nécessaires à l'épanouissement d'un établissement scolaire. Cependant, améliorer le rendement scolaire en zones rurales suggère une approche orientée sur les particularités de la campagne. Selon l'Unesco (2014), les difficultés de l'arrière-pays font des « *populations rurales, les oubliés de l'éducation* ». Vaincre cet inconvénient consiste à arrimer les offres de formation aux potentialités locales. Qu'il s'agisse du secteur primaire, du secteur secondaire ou du secteur tertiaire, les filières de formation devraient favoriser l'entrepreneuriat régionale, et mettre sur pied une véritable industrie du savoir capable de répondre aux exigences sociales d'emplois. La régionalisation de la formation s'annonce donc comme un débouché prometteur pour faire face au mauvais rendement scolaire en zones rurales.

Par ailleurs, si l'on s'en tient à la performance du système éducatif finlandais, il est intéressant de remarquer que cette prouesse a été rendue possible grâce aux réformes appuyées sur un contexte culturel favorable ³¹ (Centre d'Analyse Stratégique, SD) En transposant cette analyse sur le modèle camerounais,

31 Amour pour la lecture, statut privilégié des enseignants, homogénéité de la société qui suppose le respect pour les minorités et des réformes basées sur un consensus culturel et politique (Centre d'Analyse Stratégique, op cit)

l'on relève que le contexte en zones rurales est caractérisé par un manquement sérieux en matière de ressources. Il en découle que le préalable pour l'amélioration du rendement scolaire dans ces zones suppose la prise en compte des réalités de terrain qui languissent principalement de trois types de ressources : les ressources humaines, les ressources financières et les ressources matérielles et logistiques.

1)- La prise en compte des ressources humaines comme préalable pour l'amélioration du rendement scolaire dans les zones rurales du Cameroun

Les ressources humaines font allusion au personnel enseignant ainsi qu'au personnel de gestion des institutions scolaires. Les efforts à déployer dans ce domaine intègrent les points suivants :

a)- L'affectation des enseignants en quantité et en qualité.

Selon le service de statistique de la délégation départementale de l'éducation de Base de la Boumba et Ngoko, 52.5 % des enseignants en fonction dans les écoles du département sont des enseignants vacataires qui pour certains n'ont aucune qualification. En adjoignant cette remarque au manque d'enseignants décrié plus haut, l'on estime qu'une affectation massive des enseignants qualifiés en zones rurales pourrait significativement contribuer à l'amélioration du rendement scolaire.

b)- L'amélioration des conditions des enseignants.

De nombreux enseignants s'absentent de leur poste de travail, ou alors effectuent leur travail de façon approximative en raison des conditions de vie et des conditions de travail très peu satisfaisantes.

En ce qui concerne les conditions de travail, l'aménagement d'un cadre de travail viable est nécessaire pour l'épanouissement des enseignements. Il s'agit particulièrement de l'adaptation des outils et équipements scolaires aux exigences modernes de la didactique. Il peut aussi s'agir de l'équipement des salles de classe en mobilier de bureau, sans oublier la limitation des effectifs par salle de classe.

Pour ce qui est des conditions de vie, relevons que de nombreux enseignants languissent de la construction des logements d'astreinte dans les écoles, l'octroi des primes de salissure et des primes d'éloignement, la revalorisation des salaires, la prise en charge effective des nouveaux recrues avant le déploiement sur le terrain, la fin de la discrimination qui consiste pendant le recrutement à donner le statut de fonctionnaire à certains enseignants et le statut de contractuel à d'autres, la mise en œuvre d'un

mécanisme institutionnel efficace pour le respect scrupuleux des dispositions du Code de Travail dans la prise en charge des enseignants vacataires et des enseignants relevant du secteur privé³².

c) Mettre en place les institutions para et intra scolaires.

De nombreuses institutions prévues par la réglementation concourent à l'épanouissement des établissements scolaires. Il s'agit du Conseil d'école, les Associations des Parents d'Elèves et Enseignants, les Gouvernements d'Enfants, la Coopérative scolaire, les associations d'élèves, les clubs et brigades. La mise en place effective de ces institutions est un atout pour l'amélioration du rendement scolaire. Cependant, ces institutions ne peuvent valablement fonctionner que si leurs membres sont correctement formés dans la gestion des opérations qui leur incombent. La mise en œuvre effective de ces institutions dans toutes les écoles et la capacitation du personnel de gestion devraient pour le management scolaire s'ériger en priorité³³.

d)- Assurer un suivi de proximité efficace des enseignants.

Un suivi de proximité doit être assuré pour tous les enseignants, notamment ceux exerçant dans les localités enclavées. Ces efforts doivent particulièrement être accompagnés d'une lutte sans merci contre la corruption et de la mise sur pied d'un régime de sanction efficace, pour mettre un terme au laxisme et à l'impunité observable dans l'encadrement du personnel relevant du secteur de l'éducation. Une piste à explorer dans ce domaine consiste à accorder à chaque citoyen le droit de regard dans la gestion des affaires publiques. Aussi, l'exploitation effective des dénonciations provenant de la base peut valablement contribuer à améliorer la qualité de service des enseignants en exercice dans les zones enclavées. Un moyen efficace pour y parvenir est l'habilitation des chefs de village³⁴ à la production des rapports mensuels sur le fonctionnement des établissements scolaires existants dans leur localité.

32 De nombreux enseignants exercent en effet dans la précarité, sans sécurité sociale et en permanence sujets aux licenciements abusifs.

33 Il s'agit de former et de recycler de manière appropriée les dirigeants de ces associations ainsi que le personnel administratif des établissements scolaires.

34 En tant qu'auxiliaire d'administration, les chefs de village devraient avoir un droit de regard sur le fonctionnement des établissements scolaires relevant de leur territoire de compétence. Le but de cette mesure est de renseigner la hiérarchie sur la situation réelle de ces structures, afin de dissuader les enseignants indécents qui en l'absence des superviseurs pédagogiques s'illustrent par une désinvolture totale dans l'exercice de leurs fonctions.

2)- Le perfectionnement des ressources matérielles et logistiques, une étape nécessaire pour l'amélioration du rendement scolaire dans les zones rurales du Cameroun

Bien que de nombreux efforts soient consentis dans ce domaine, le besoin en infrastructures scolaires dans les zones rurales est encore élevé. Ce besoin concerne aussi bien la construction, l'équipement, que la réhabilitation.

a)- La construction des infrastructures scolaires.

L'amélioration de l'environnement du travail des enseignants par la construction des infrastructures scolaires est indispensable. Toutes les infrastructures doivent être concernées : salles de classe, aires de jeux, blocs administratifs, latrines, bibliothèques, salle multimédia, clôtures etc. Les efforts de cette nature donneront une dynamique nouvelle aux nombreux établissements qui par manque d'infrastructures fonctionnent sur des sites d'emprunt³⁵ ou alors font face à la gestion des effectifs

b)- L'équipement des infrastructures scolaires.

Un accent particulier doit être accordé à l'équipement des infrastructures scolaires. En zones rurales, de nombreux élèves s'asseyent encore à même le sol. Les enseignements pour leur part sont encore effectués de façon rudimentaire, ou alors limités à la théorie en l'absence du matériel didactique adéquat. L'équipement de ces établissements tant en matériel didactique qu'en mobilier scolaire, s'impose de plus en plus aujourd'hui.

c)- Veiller sur l'entretien des infrastructures scolaires.

Prendre soins des infrastructures scolaires est une responsabilité dont l'importance n'est plus à démontrer. Les obligations didactiques aidant, les infrastructures et équipements scolaires ont besoins d'entretien, de réfection, de réhabilitation, de rénovation et même d'innovation. Le pas franchi avec les compétences transférées aux collectivités territoriales décentralisées est une avancée notable dans ce domaine. Cependant, nous suggérons que l'implication de la communauté éducative³⁶ tout entière soit effective pour faire face au délabrement quasi-généralisé des infrastructures scolaires en zones rurales (Feuzeu, 2020).

35 Certains établissements fonctionnent sur plusieurs sites compte tenu des besoins en infrastructure

36 Afin de lutter contre le vandalisme crapuleux très fréquent en zones rurales, la démarche peut consister à inculquer une véritable culture de la chose publique capable d'impliquer toute la communauté à la préservation des infrastructures existantes.

d)- Valoriser la logistique scolaire.

En zones rurales, la logistique scolaire est essentiellement constituée du matériel roulant, destiné à faciliter le suivi-évaluation des enseignants dans les écoles. La logistique scolaire a donc pour vocation de rendre la supervision pédagogique plus mobile et plus présente. Il s'agit d'assister et de combler les attentes des enseignants pour une efficacité accrue sur le terrain. La dotation des structures de supervision pédagogique en matériel roulant serait d'un réel apport pour l'amélioration du rendement scolaire en zones rurales.

3)- La disponibilité des ressources financières

La supervision pédagogique en zones rurales est généralement confrontée aux difficultés telles que : les distances entre les écoles, l'enclavement de certaines localités, la densité de la carte scolaire et la charge de travail des enseignants. Les superviseurs pédagogiques estiment que les ressources financières consacrées à ces activités sont insuffisantes pour soutenir la charge du travail. Ils soulignent également que le processus de décaissement est truffé de nombreuses tracasseries telles que : les lourdeurs de procédure, l'incertitude dans la période de disponibilité des fonds, et la subordination du paiement au prélèvement des quotas³⁷. Ils concluent que tout effort destiné à faciliter le suivi pédagogique de proximité doit nécessairement tenir compte de l'allocation des ressources supplémentaires, l'allègement des procédures et une lutte acharnée contre la corruption dans la liquidation des fonds publics

B- Améliorer le rendement scolaire en zones rurales exige des efforts sectoriels

Les efforts sectoriels à envisager dans l'analyse du rendement scolaire sont ceux relatifs à la division du travail scolaire et l'approche orientée vers la transdisciplinarité.

1)- Une division du travail scolaire entre la famille et l'école.

Réussir l'éducation des enfants passe par un partage équilibré de responsabilité entre la famille et l'école. Les efforts attendus à ce niveau sont :

a)- Accentuer le suivi familial.

³⁷ En dépit du caractère très insuffisant de ces fonds, les bénéficiaires déclarent être astreints au versement des commissions dans le cadre du paiement de leurs missions. Ils estiment que ces prélèvements qui parfois atteignent des pourcentages très élevés, constituent un handicap majeur pour l'atteinte des objectifs en matière de suivi pédagogique de proximité.

Les familles sont encouragées à améliorer la prise en charge scolaire des enfants. Il s'agit entre autres choses de renforcer le suivi des enfants, de raffermir la collaboration avec les enseignants et de prendre à bras le corps la question des fournitures scolaires. Il est plus que jamais nécessaire aujourd'hui de combattre le phénomène des parents démissionnaires qui déconstruit le travail abattu par les enseignants. Les départements ministériels en charge des affaires sociales, et ceux en charge de la promotion de la femme et de la famille, sont particulièrement interpellés. Les initiatives en faveur de la redynamisation de la cellule familiale peuvent entre autres choses consister à primer les familles ayant obtenu les meilleurs résultats scolaires, d'accentuer la sensibilisation sur le rôle de la famille dans l'encadrement scolaire.

Sur le plan national, la sensibilisation peut s'effectuer à travers les media. Sur le plan local par contre, des opérations de soutien aux familles peuvent être envisagées sur la base des informations relatives au délaissement familial fournies par les établissements scolaires. Les efforts dans ce sens devraient tenir compte du capital social et du capital culturel de chaque famille pour la mise en œuvre des mesures efficaces susceptibles de rencontrer l'approbation de tous.

b)- Entretenir la vocation

Bien qu'en zones rurales le respect des méthodes d'enseignement et d'évaluation ne soit pas toujours facile, les enseignants devraient veiller à la couverture qualitative et quantitative des programmes. Cela passe par toute sorte de motivation susceptible d'entretenir la vocation. En zones rurales, le renforcement de l'éthique et la déontologie professionnelle devraient s'illustrer par l'assiduité et la ponctualité à l'école. De plus, mettre l'accent sur la fabrication du matériel didactique à partir des produits locaux de récupération est un aspect important dans la contextualisation des enseignements. La journée du 06 Octobre de chaque année est d'ailleurs consacrée à ce sujet. Enfin, il revient aux enseignants de formuler des propositions sur des problèmes qui quotidiennement diluent les efforts consentis pour la bonne marche de l'éducation. De telles propositions pourraient être examinées dans le cadre d'un éventuel forum national sur l'éducation.

c)- Repenser le management scolaire.

La contribution du management de l'éducation dans le cadre de l'amélioration du rendement scolaire s'illustre par la gestion qualitative des établissements scolaires. Au niveau opérationnel, cette gestion doit s'illustrer par le recours systématique aux outils de pilotage des organisations

scolaires³⁸. Le but étant de respecter les techniques standards de management des institutions scolaires. Cette mesure aidera dans le secteur de l'éducation à en découdre avec des insuffisances telles que : la répartition du travail peu efficace, des délégations de pouvoir lacunaires, des programmations et planification sans modèle... Il y a donc urgence que les chefs d'établissement soient des diplômés dans la science du management des organisations scolaires.

2)- Une approche orientée vers la transdisciplinarité

L'amélioration substantielle du rendement scolaire en zones rurales passe inéluctablement par l'apport des disciplines connexes telles que le management de l'éducation, la sociologie de l'éducation, la psychologie de l'éducation, l'économie de l'éducation et l'anthropologie de l'éducation. Chacune faisant valoir sa contribution pour une mutualisation des efforts en vue de la résolution de ce problème. Cependant, le décloisonnement des disciplines à travers la transdisciplinarité s'avère plus que jamais nécessaire. Il s'agit d'aménager des passerelles entre disciplines pour une approche fédératrice et intégratrice, indispensable pour la résolution efficace des problèmes. Selon Tchawa (SD), la transdisciplinarité procède d'une trilogie constituée pour l'essentiel de l'interdisciplinarité qui « *cherche à établir une coopération entre plusieurs disciplines autonomes* », la pluridisciplinarité, qui associe « *plusieurs disciplines pour étudier un objet commun* » et la multidisciplinarité qui consacre un « *travail à plusieurs disciplines sur un même problème* »

L'option transdisciplinaire dans l'amélioration du rendement scolaire en zones rurales passe aussi par la décomplexification des approches dans l'analyse étiologique. Ainsi, une étude globale du problème intégrera différents champs disciplinaires en une approche unique. D'où la nécessité d'investir dans le capital humain à travers une vision nouvelle dans la formation du personnel de l'éducation. Entreprendre une lutte efficace contre le mauvais rendement scolaire revient à poser un diagnostic sur les responsabilités de chacun dans le fonctionnement d'un système éducatif, et d'envisager des solutions ciblées, susceptibles d'apporter des changements dans le fonctionnement quotidien des institutions scolaires.

CONCLUSION

38 Référentiels, projets d'école, tableau de bord, plan d'aménagement de l'école, plan d'action, plan d'évaluation de l'école, planning d'activités, plan de suivi des activités, tableaux obligatoires... Chaque chef d'établissement doit avoir ces documents et en faire bon usage.

Cette étude part de l'observation selon laquelle le rendement scolaire est très peu satisfaisant en zones rurales. Pour mieux cerner le problème, une enquête a été effectuée à l'Est du Cameroun. Les résultats ont révélé une extraordinaire variété de causes, qui à première vue ne sont que très fréquentes, mais qui en réalité, s'imposent comme préalable pour tout effort visant à améliorer la qualité de l'école en zones rurales. Pour résoudre ce problème, une série de propositions a été énoncée. Il s'agit d'abord de prendre en compte tous les manquements décriés plus haut, de veiller sur l'allocation des ressources, et de faire recours à la transdisciplinarité comme cadre d'action pour l'intensification de la recherche. Toutefois, œuvrer pour une solution durable au mauvais rendement scolaire consiste avant tout de générer une synergie d'actions mettant en commun la professionnalisation des enseignements et la création des emplois selon les potentiels offerts par chaque région. Nous pensons donc que des initiatives crédibles au Cameroun, doivent s'inscrire dans une dynamique régionale, favorisant la prise en compte des atouts et des spécificités locales³⁹. L'approche régionale consiste également à favoriser la proximité avec la base, et à assurer la célérité dans la prise en compte des problèmes. Cette évocation ; faut-il encore le rappeler, cache mal la contrainte conjoncturelle visant à arrimer toutes les politiques socioéconomiques à la réalité de l'heure ; celle d'accorder plus de pouvoirs aux collectivités territoriales décentralisées sensées garantir au mieux l'intérêt des populations auxquelles elles sont rattachées. Il y a donc lieu de concevoir un mécanisme institutionnel susceptible de faciliter l'intellection des difficultés rencontrées, et capable de trouver dans la concorde et l'harmonie sociale, des issues de sortie correspondant aux aspirations populaires.

Pour le reste, nous voulons croire que des mesures sérieuses seront prises pour apporter des réponses précises aux difficultés relevées plus haut. S'il est vrai qu'en zones rurales, les données factuelles ne militent pas toujours en faveur d'un dénouement facile, cet article aura au moins eu le mérite de tirer la sonnette d'alarme sur la question. Loin nous semble la prétention de naviguer dans une rêverie utopique, que d'esquisser le minimum requis de propositions pour un rendement scolaire satisfaisant. Tels sont des cibles pour l'atteinte desquels, cette étude s'est résolument engagée.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

[1] Agence Française de Développement. Qualité de l'éducation. Paris, France, 2014. Repéré sur le site : <http://www.afd.fr/>

39 Il s'agit de développer les filières de formation en fonction des potentialités locales

- [2] Blegne Séma, Cameroun , quand les APEE prennent le relai de l'Etat, 2016. Sur mediaterre.org
- [3] Camplus, Lutte contre la corruption : la CONAC demande 100 jour. 2019. Sur cameplus.com
- [4] Centre d'Analyse Stratégique améliorer la performance scolaire. Paris, France, SD.
- [5] D. Meuret & C. Bonnard, Travail des élèves et performance scolaire, *Revue d'économie politique*, Vol. 120, 172 Pages, 2010.
- [6] D. Woloschuk, *Education de qualité*, 2014. Sur <http://perspectives.ctf-fce.ca/fr/article/302>
- [7] Debitoor, Qu'est-ce que le contrôle de gestion ? Paris, France : PUF, 2019. Récupéré sur le site : <http://www.debitoor.fr>
- [8] F. Feuzeu, La prévision des ressources matérielles et le rendement scolaire en zones rurales : cas des Ecoles Primaires Publiques de l'arrondissement de Yokadouma. Mémoire de Master II en Sciences de l'Education. Université de Yaoundé I. Cameroun, 2019.
- [9] F. Feuzeu, Restaurer les infrastructures scolaires en zones rurales : prerequisites d'une performance educationnelle locale : le cas de yokadouma, département de la boumba et ngoko, region de l'est- cameroun. Intelligence économique, Yaoundé, Cameroun, 2020.
- [10] J. Hamel et S. G. Chartrand Quel aide le matériel didactique apporte-t-il à l'enseignement et à l'apprentissage de la révision de textes ? Québec français, (151), p.85-87, 2018.
- [11] L.C. Bomba, *Rapport de fin d'année scolaire 2016/2017 Délégation Départementale de l'éducation de Base de la Boumba et Ngoko*. Yokadouma, Cameroun, 2017.
- [12] La Convention Relative aux Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.
- [13] M. kaboré konkobo les causes et les conséquences de la deperdition scolaire au burkina faso, 2000. Sur pascallonkou.blog4ever.com.
- [14] Mbegue Mbegue, La gestion du paquet minimum par les communes pour l'application efficace de la gratuité de l'enseignement primaire public au Cameroun : entre problèmes de gouvernance et illusion d'un accès gratuit à l'éducation, Mémoire de Master II en gouvernance et action publique, Université Catholique d'Afrique Centrale / ICY, 2011/2012
- [15] N. F. M. Dong et I. Fozing, Aspiration professionnelle de jeunes bacheliers au Cameroun et influence de la pratique de l'orientation scolaire revisitée. *Revue Education et Socialisation*, 2016. Sur www.journals.openedition.org
- [16] P. Tchawa, Transdisciplinarité en sciences sociales et grandes questions de développement dans les pays du sud : le cas du Cameroun, SD.
- [17] P. Bourdieu & J. C. Passeron, *Les Héritiers : les étudiants et la culture*. Paris, France : Les Editions de Minuit, 1964.
- [18] R. s Touna, Suivi de l'éducation. *Repère* N° 590, p. 7, 2017.
- [19] S. Billong, Cameroun et le paquet minimum. Reporters sans frontières 19-56 Mardi 21 sept, 2010. Sur <http://www.litenlibassa.com/i>
- [20] Singapore infopedia, Classement PISA 2016, 2019. Sur <http://www.eresources.nlb.gov.sg>
- [21] Unesco, populations rurales, les oubliés de l'éducation, les bulletins d'information du secteur de l'education de l'unesco n°9, avril-juin 2014, 2014.
- [22] UNICEF la situation des enfants dans le monde « les enfants dans le monde urbain », 2012.
- [23] Victor de sepasy, Les conséquences sociales et économiques du décrochage scolaire, revue Savoir et connaissances, 2016. Sur m-savoir.actualité.com